

La France enregistre un rebond "spectaculaire" de sa croissance en 2021

L'Insee vient de publier sa première estimation du rebond très vigoureux de l'économie française en 2021, après la récession record enregistrée en 2020 à cause de la crise sanitaire. Résultat ? Une croissance annuelle de 7 %, la plus forte enregistrée depuis plus de 50 ans en France, et une des plus importantes d'Europe.

Temps de lecture : minute

28 janvier 2022

L'économie française, dont la croissance s'est établie à 7% du PIB en 2021 selon l'Insee, a connu un "rebond spectaculaire" qui "efface la crise économique" liée au Covid-19, s'est félicité vendredi Bruno Le Maire. "Au quatrième trimestre, l'économie française a dépassé la richesse qu'elle avait en 2019 et retrouvé son niveau d'avant-crise" , a déclaré le ministre de l'Economie et des Finances sur France 2.

De nombreux indicateurs sont en effet au vert, avec un taux d'emploi inédit depuis 1975, une baisse record du chômage, ou encore un investissement des entreprises qui a dépassé son niveau d'avant-crise, résultat notamment des aides publiques massives (chômage partiel, fonds de solidarité, etc.) mises en place pour faire face à l'épidémie. Au total, l'État aura encore dépensé l'an dernier un peu plus de 60 milliards d'euros, selon les chiffres donnés récemment par le ministre des Comptes publics Olivier Dussopt, au prix d'un déficit public qui devrait avoisiner les 7% et d'une dette publique autour de 113%.

Après un plongeon record du PIB en 2020 (-8%), "l'économie française

tourne à plein régime et elle a une capacité de réaction forte", a assuré Bruno Le Maire. Avec un quatrième trimestre 2021 qui a connu une croissance de 0,7%, l'activité "*dépasse désormais nettement*" en fin d'année son niveau d'avant crise sanitaire, avait souligné quelques minutes plus tôt l'Institut national de la statistique dans sa première estimation de la croissance française en 2021.

"Il y a des secteurs qui continuent à avoir des difficultés: tourisme, événementiel, hôtellerie...", a détaillé Bruno Le Maire. *"Nous les accompagnons, mais l'immense majorité des secteurs français redémarre fort."* La performance de l'économie française, qui s'annonce comme une des plus fortes de la zone euro, surpasse la prévision de l'Insee et de la Banque de France, qui tablaient sur une croissance de 6,7% pour l'an dernier.

Invité à comparer le rebond du PIB français à celui d'autres membres de l'Union européenne, le ministre a estimé qu'*"on n'(était) pas là pour se dire 'tiens la France est devant les autres, formidable' "*. *"Ce qui compte, c'est que tout le monde en Europe avance dans la même direction, crée de la croissance et nous permette de créer de nouvelles chaînes de valeurs industrielles. Les pays européens se sont coordonnés, au lieu d'avoir des politiques différentes (...). C'est ce qui nous a évité de perdre des emplois et des entreprises sans lesquels on n'aurait pas pu redémarrer"*, a développé Bruno Le Maire.

2 risques à surveiller

Néanmoins, le ministre voit tout de même dans l'évolution de la situation sanitaire le principal "*risque*" pour l'économie française, malgré le déploiement de la vaccination. Le second risque est l'inflation. À 2,8% en décembre sur un an, elle pourrait pénaliser le pouvoir d'achat des ménages, et donc freiner la consommation, indispensable à la croissance, alors que les Français ont accumulé un important surplus d'épargne

depuis deux ans.

En pleine campagne présidentielle, l'exécutif a d'ailleurs multiplié les gestes pour tenter de réduire l'impact de la hausse des prix, essentiellement ceux de l'énergie, sur les ménages, comme un nouveau chèque énergie, une indemnité inflation en cours de versement à 38 millions de personnes, le plafonnement des prix du gaz et de l'électricité et une meilleure indemnité kilométrique.

"La France est toujours dans une position plutôt bonne", a toutefois assuré le représentant du Fonds monétaire international (FMI) pour la France Jeffrey Franks, dans un entretien à l'AFP, même si l'institution a revu mardi sa prévision de croissance pour le pays à 3,5% à cause des effets attendus de l'épidémie et de la persistance des problèmes d'approvisionnement qui continuent de perturber certains secteurs, en particulier industriels.



À lire aussi

La réussite des startups françaises dépend des aides publiques et des Gafam

Article écrit par Maddyness avec AFP